

ELECTIONS AFSP 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration

LIVRET DES CANDIDATURES



ELECTIONS AFSP 2020

Renouvellement partiel du Conseil d'administration

LISTE DES CANDIDAT.E.S

En mai 2020, 12 mandats au sein du Conseil d'administration de l'AFSP sont arrivés à expiration.

Du 29 mai au 6 juin 2020, les membres de l'AFSP à jour de leur cotisation annuelle au 29 avril 2020 voteront en ligne pour le renouvellement partiel des membres du CA de l'Association Française de Science Politique.

Pour cette élection, 17 membres de l'association se sont porté.e.s candidat.e.s.

Pour chacun.e d'entre eux vous pourrez consulter dans ce livret la profession de foi et le curriculum vitae.

CANDIDAT.E.S PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE :

- ▶ **ASAS Naim**
- ▶ **BELOT Céline**
- ▶ **BRACONNIER Céline**
- ▶ **COMBES Hélène**
- ▶ **DAKOWSKA Dorota**
- ▶ **DUCLOS Nathalie**
- ▶ **DULONG Delphine**
- ▶ **GOURGUES Guillaume**
- ▶ **HAEGEL Florence**
- ▶ **JAFFRELOT Christophe**
- ▶ **LINDEMANN Thomas**
- ▶ **LOUIS Marieke**
- ▶ **MANGENOT Michel**
- ▶ **MICHON Sébastien**
- ▶ **PELABAY Janie**
- ▶ **PHELIPPEAU Eric**
- ▶ **VAUCHEZ Antoine**



ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **NAIM ASAS**

Naim Asas est docteur en science politique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Profession de foi

Depuis trois ans, ma participation à l'AFSP s'est faite de plus en plus active, et je souhaite désormais rejoindre son conseil d'administration. Cela tient essentiellement à deux raisons. D'une part, depuis des années je suis dans la vie associative et à mon niveau, je souhaiterais donc aider autant que possible les milieux universitaires.

D'autre part, étant un ancien étudiant de l'université de Kaboul (Afghanistan) ayant choisi une carrière de conférencier chercheur en sciences sociales au niveau international, j'ai observé depuis plusieurs années, l'importance des contacts, des rencontres, des échanges de terrain, autant pour les étudiants que les enseignants et les milieux universitaires Franco-Afghans.

J'essaie de mettre en relation les jeunes universitaires de deux pays (France-Afghanistan) avec toutes les parties prenantes.

J'estime que mon apport va davantage internationaliser le rayonnement de l'AFSP et permettre de créer, développer les échanges et aider les jeunes, notamment afghans, à construire leurs repères, leur projet professionnel, à répondre à leurs questions et, c'est pourquoi je propose mon expertise et mes réseaux à l'association.

J'adhère aux objectifs et aux actions de l'association et suis prêt à m'impliquer pour faire fructifier les valeurs de partage, de solidarité, de performance éthique ainsi que le progrès scientifique.

J'espère encourager par mon exemple davantage d'étudiants et anciens étudiants, notamment parmi les plus récentes promotions, à s'investir et à faire vivre notre association.



Curriculum Vitæ

Né le 05 décembre 1964 à Kaboul en Afghanistan

En 1984 DEUG en économie à l'université de Kaboul.

En 1989, en tant que réfugié politique je me suis installé en France. En 1994-1995:

La licence et la maîtrise en sociologie à l'Université de Toulouse le Mirail.

En 1996 DEA en sociologie, l'Université de Robert Schuman, à Strasbourg.

En 2005 DEA en science politique, l'Université Paris.

En 2006, (CEDS) 75008 Paris.

Soutenance de thèse en science politique Sorbonne en juin 2011.

De 2012-2020, président de l'Association des chercheurs Interdisciplinaires en Sciences Sociales, Vice-président de l'Assembly of Scientists and Expert of Afghanistan.

PUBLICATIONS

2012-2020 "la Représentation chez les Afghans" publié chez l'Harmattan .

"les enjeux stratégiques d'Afghanistan" publié chez l'Hamattan.

La laïcité et le sécularisme sont-ils contre la religion? La crise de légitimité et la crise politique en Afghanistan. Les lumières en Europe. Un regard sur la politique après les élections présidentielles afghanes.

Les résultats des élections présidentielles afghanes, une expression de l'injustice. La philosophie politique de Nicolas Machiavel. Guide de recherche pour écrire

des articles scientifiques. Les théories politiques de Thomas HOBBS, Le double jeu du Pakistan, La théorie politique de John Locke, Le terrorisme et la sécurité régionale.

La définition de la notion de terrorisme. Pourquoi la guerre n'a pas de fin en Afghanistan ?, La crise afghane et ses facteurs, Les côtés sombres des attentats suicides, Conférence à l'Université Navara en Espagne, sujet, le terrorisme international en Anglais.

Les perspectives de l'avenir de l'Afghanistan, Les problèmes économiques de l'Afghanistan et les solutions, La place de l'Afghanistan au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai, publié dans ouvrage collectif sous la direction de Professeur Pierre Chabal. The contradictory policy of the United states toward Afghanistan, La notion de "l'identité et l'éthnicité"

CONFÉRENCES

2012-2020: Conférence à l'Université de Granada en Espagne, sujet de mon intervention: la sécurité régionale en Asie, Conférence à l'Université de Madrid, sujet de mon intervention: L'Afghanistan dans le contexte régional, sujet de mon intervention: les acteurs de la question afghane, Conférence à l'Université de Madrid, sujet de mon Intervention: les enjeux stratégiques de l'Afghanistan.

Langues: Anglais, Français, Pashtou, Persane.

ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **CELINE BELOT**

Céline Belot est chargée de recherche au CNRS, membre du laboratoire Pacte et enseignante à l'IEP de Grenoble.

Profession de foi

Après un parcours doctoral et post-doctoral mené à la fois en France et à l'étranger (Université de Durham, d'Amsterdam et de Genève), j'ai intégré le CNRS en 2003. Mes recherches, centrées sur la légitimation politique, portent sur la formation des jugements profanes à l'égard des objets politiques éloignés, en particulier l'Union européenne, mais également sur les usages de l'opinion publique dans l'action publique. A travers mes travaux et mon engagement dans différents projets de recherche, notamment le groupe « Opinion publique et action publique » de l'AFSP avec C. Halpern et L. Boussaguet, j'ai cherché à faire dialoguer les différentes sous-disciplines de la science politique, mais aussi les approches qualitatives et quantitatives.

Je souhaite rejoindre le Conseil d'administration de l'AFSP pour contribuer au dynamisme de notre discipline à travers différents engagements. Parmi les nombreux défis qui se posent aujourd'hui à la science politique celui des postes, des recrutements et des carrières est évidemment crucial. J'aurais à cœur de faire en sorte que l'AFSP continue de jouer le rôle de pression qui est le sien en parallèle des autres associations professionnelles (ANCMS et AECSP en particulier) et de contribuer à ce que toutes et tous puissent se voir offrir de vraies perspectives de carrière. La question de la formation des jeunes chercheuses et chercheurs est également primordiale. Ayant été formée à la recherche dans trois pays européens, j'ai été sensibilisée très tôt à l'importance de la reconnaissance de la doctorante ou du doctorant comme un ou une professionnel(le) de l'enseignement et de la recherche pour son insertion sur le marché de l'emploi. L'AFSP a mis en place plusieurs dispositifs ces dernières années visant à favoriser cette reconnaissance et je souhaite contribuer à leur développement. Par ailleurs, mon engagement éditorial au sein de *Politique européenne* m'a fait prendre conscience de l'importance des lieux d'éditions comme centre névralgique de nos activités. Faire vivre ces lieux c'est aussi être porteur d'une certaine conception de la recherche et de l'échange – scientifique entre les approches, les méthodes, les disciplines, mais aussi échange avec nos étudiantes et étudiants et avec un public beaucoup plus large. Il me semble qu'il s'agit d'un dossier dans lequel l'AFSP pourrait également s'engager davantage au niveau national et international.



Curriculum Vitæ

EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES :

- Depuis 2003 : Chargée de recherche CNRS au laboratoire Pacte / enseignante à Sciences-Po Grenoble
- 2017 (mai-novembre) : Chercheuse invitée à l'Université de Montréal
- 2015 (octobre-janvier) : Visiting professor à l'Université de Köln
- Enseignements ponctuels à Concordia (Montréal), Université de Genève, Sciences Po Paris, Sciences-Po Rennes.
- 2002-2003 : Maître-assistante à l'Université de Genève
- 2000-2002 : ATER
- 1998-2000 : Junior-Research fellow à l'Université d'Amsterdam.
- 1995-1998 : Doctorante-allocataire à l'université de Durham (Royaume-Uni) et à l'Université de Grenoble dans le cadre d'une allocation « Europe » du CNRS

RESPONSABILITÉS ÉDITORIALES ET INSTITUTIONNELLES :

- Membre du bureau de direction de la revue *Politique européenne*, éditrice de la revue entre 2006 et 2011.
- Elue (3ème mandat en cours) à la Commission Scientifique de Sciences-Po Grenoble
- Elue (4ème mandat en cours) au Conseil d'Unité du laboratoire Pacte
- Membre du bureau de direction du département Politique-Organisation de Pacte (2015-2017)
- Responsable de l'une des dix équipes du laboratoire Pacte (2012-2017)

- Membre de la commission d'évaluation des chercheurs FNRS / Sciences-Po Paris (2016)
- Co-responsable (avec Charlotte Halpern et Laurie Boussaguet) du groupe de projet « PopAct », Politiques publiques et opinion publique de l'AFSP (2012-2015)

PUBLICATIONS RÉCENTES :

- Belot, Céline, Jacquot, Sophie (2020), "Eurobarometer Surveys: Another history of gender equality policy?", *European Journal of Politics and Gender*. (print preview).
- Belot, Céline (2019), "Exploring the democratic linkage through the lens of governmental polling: A research agenda", *French Politics*, vol.17 n°2, p.211-226.
- Belot, Céline, Guinaudeau, Isabelle (2017) "Belot, Céline, Guinaudeau, Isabelle (2017), "Instrumental Political Support: Bringing policy preferences back into explanations of EU support", *West European Politics*, vol.40 n°4, p.763-790.
- Belot, Céline, Van Ingelgom, Virginie (2017), « La réanalyse à l'épreuve d'une comparaison qualitative diachronique : stabilities et évolutions dans les perceptions citoyennes de l'Europe en 1995-1996 et 2005-2006 », *Recherches Qualitatives*, hors-série n°21, p.99-121.
- Belot, Céline, Boussaguet, Laurie, Halpern, Charlotte (2016), « La fabrique d'une opinion publique européenne. Sélection, usages et effets des instruments », *Politique européenne*, n°54, p.84-125.

ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **CELINE BRACONNIER**

Céline Braconnier est professeure des universités en science politique et directrice de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye.

Profession de foi

Elue membre du CA de l'AFSP en 2016, je propose de poursuivre mon engagement avec pour objectif de soutenir la dynamique en cours de structuration et promotion des intérêts de notre discipline auprès de l'ensemble des acteurs susceptibles d'influer sur son développement : ministères, organismes de recherche, établissements employeurs, institutions internationales autant que locales. Identifiée comme discipline « rare » à l'échelle nationale, la science politique est pourtant de plus en plus attractive auprès des étudiants, qui sont toujours plus nombreux à rechercher des formations alimentées par les approches et les outils de la discipline. Les politistes sont ainsi à la fois reconnus pour l'importance de leur contribution scientifique, leur capacité distinctive à former des esprits critiques et à professionnaliser. Dans ses conditions, l'AFSP, par sa capacité à faire communauté en fédérant chercheurs et enseignants-chercheurs de spécialités et positionnements épistémologiques variés, par sa capacité aussi à tisser des liens de confiance avec les autres grandes associations de la discipline tant à l'échelle nationale qu'internationale, doit pouvoir soutenir efficacement la montée en puissance de la science politique dans toutes les institutions qui affichent des projets et des enseignements relevant de ses objets. Dans un contexte marqué par le rôle grandissant joué par des établissements universitaires de grande taille et autonomes, notre association d'ampleur nationale doit aussi pouvoir constituer une ressource pour toutes celles et ceux qui cherchent à peser en faveur de projets et de créations de postes dans leur discipline, en évitant l'absorption par des disciplines plus anciennes et mieux représentées dans les instances locales. L'AFSP a aussi vocation à alimenter la réflexion sur la diversification en cours des modalités de recrutement et de promotion des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, avec pour ambition de promouvoir des corps plus représentatifs de la diversité des candidat.e.s.

Sur tous ces sujets, j'aurais plaisir à continuer d'apporter ma contribution au Conseil d'administration de l'AFSP.



Curriculum Vitæ

Agrégée d'histoire, j'ai été formée en science politique à l'Université Paris 1 où j'ai soutenu mon doctorat et obtenu un poste d'ATER avant de rejoindre la faculté de droit de l'Université de Cergy comme Maitresse de conférences. Outre une riche expérience d'enseignement en premier cycle auprès d'un public socialement très mélangé, j'y ai acquis l'expérience de l'action institutionnelle en terrain difficile : limitée à 2 représentants, la science politique était très contrainte dans son développement, aussi bien en matière d'enseignement que de recherche. J'y ai donc connu la frustration de ne pas pouvoir diriger de thèse et aussi l'incitation à poursuivre ailleurs et avec d'autres mon parcours à peine entamé de chercheuse. Après avoir beaucoup fréquenté les archives pour ma thèse, j'ai découvert le plaisir du terrain en investissant avec un ami de longue date un nouvel objet – les comportements électoraux – à partir d'une approche contextuelle que nous continuons depuis d'activer ensemble ou de façon complémentaire. Je me suis efforcée, pour mon HDR, de valoriser l'apport de ces approches un temps

délaissées en France, à la compréhension approfondie des pratiques de participation. Et nous avons franchi ensemble, progressivement, certaines étapes menant à l'internationalisation de cette aventure de recherche, notamment en nous associant à des chercheurs du MIT pour mettre en œuvre un *field experiment* sur notre objet privilégié – l'inscription et l'abstention électorales – consacré par une publication dans l'*American Political Science Review* en 2017.

La naissance du PRES UPGO, mariant l'Université de Cergy à l'Université de Versailles en 2013 allait marquer un nouveau tournant dans mon parcours professionnel en rendant possible la construction d'un nouvel Institut d'Etudes Politiques, Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, à la fondation et au développement duquel j'ai consacré une grande partie de mon temps depuis 2013, en tant que directrice.

ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de HELENE COMBES

Hélène Combes est chargée de recherche au CNRS et membre du Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po.

Profession de foi

Après un long compagnonnage, commencé dans les années 2000, avec l'Association Française de Science Politique, je souhaite aujourd'hui me représenter au Conseil d'administration de l'association. De 2005 à 2011, j'ai, entre autres activités, co-animé le Groupe d'études des organisations et partis politiques (GEOPP). Le renouvellement de ma candidature s'inscrit pleinement dans ma conception du métier de chercheur-e : le travail collectif, l'engagement institutionnel et l'ancrage disciplinaire, qui sont au cœur de mon activité. Lorsque j'étais doctorante, j'ai été présidente de l'ANCMSP. Ensuite, en tant que membre de « Sauvons la recherche », j'ai été nommée représentante des « jeunes chercheur-es » en SHS lors dans le comité « Beaulieu-Brézin » (CIP). Recrutée au CNRS en 2006, j'ai débuté ma carrière au CRPS à l'Université Paris 1, où j'ai notamment animé les séminaires de l'École doctorale pendant trois ans. Arrivée au CERI en 2011, je me suis immédiatement investie dans le Master de sociologie politique comparée où j'ai encadré de nombreux étudiants et des doctorants (j'ai soutenu mon HDR à l'ENS en 2018). J'ai été également membre élue (SNCS) de la section 40. Enfin, dès que je suis devenue rédactrice en chef de la revue Critique internationale en 2017, je me suis attachée à replacer la collégialité et le débat au sein d'un comité de rédaction renouvelé grâce à des collègues venant d'horizons divers.

Inspirée notamment par mes expériences latino-américaines, et dans un souci de favoriser les études comparatistes, je propose d'accompagner une réflexion sur une (autre) internationalisation et de contribuer à l'effort visant à inclure plus largement, au sein de l'AFSP, les collègues qui travaillent sur des terrains extra-européens. Dans le prolongement de mes engagements passés, je souhaite continuer à défendre, au sein du Conseil d'administration, une plus grande collégialité et une meilleure intégration des jeunes chercheur-es qui, tout en subissant les effets au quotidien d'une précarité grandissante, font vivre notre discipline tant sur le front de la recherche que sur celui de l'enseignement. Au sein du CA, je souhaite en particulier assurer une veille sur le CNRS, aujourd'hui particulièrement malmené par sa propre direction. Dans un contexte particulièrement hostile pour l'ESR et tous les services publics, ces différents thèmes impliquent un engagement renforcé de l'AFSP en tant qu'association professionnelle défendant l'ensemble des aspects de nos métiers.



Curriculum Vitæ

Hélène Combes, chargée de recherche au CNRS, est actuellement rédactrice en chef de la revue Critique internationale. Elle est spécialiste des partis et des mouvements sociaux en Amérique latine et, en particulier, au Mexique. Elle a écrit plusieurs ouvrages sur ces thématiques : *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique* (Karthala, 2011) ; *Pensar y Mirar la protesta* (coordonné avec Sergio Tamayo et Michael Voegtli, Ediciones de la UAM, 2015) ; *Les lieux de la colère. Contester de Madrid à Sanaa* (coordonné avec David Garibay et Camille Goirand ; Karthala, 2016). Elle s'est aussi intéressée aux controverses sur

les pratiques populaires du politique, ce qui l'a amenée à rédiger un Repères sur la *Sociologie du clientélisme* (avec Gabriel Vommaro, La Découverte, 2016, traduction vers l'espagnol : Siglo XXI, 2017). Elle a obtenu son habilitation à diriger des recherches en 2018 à l'École normale supérieure, Université PSL. Elle travaille désormais aussi sur la vie politique locale espagnole (en Andalousie). Actuellement, elle est chercheuse invitée à l'Université Pablo de Olavide à Séville (2018-2020).

ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **DOROTA DAKOWSKA**

Dorota Dakowska est professeure de science politique à l'Université Lumière Lyon 2 et membre du laboratoire Triangle.

Profession de foi

Professeure de science politique à l'Université Lumière Lyon 2 depuis septembre 2015, je présente ma candidature au Conseil d'administration de l'AFSP pour un second mandat. Je souhaite que le CA reflète la diversité de notre discipline et que l'AFSP demeure un lieu de débat, de concertation avec d'autres associations disciplinaires et de prise de position. L'AFSP doit continuer à faire de la veille et à se mobiliser auprès des pouvoirs publics, tout en assumant son rôle fondamental de lieu de socialisation et d'échanges scientifiques, en particulier dans le contexte actuel qui met à jour les effets de sous-investissement dans le système de la santé publique et celui de la recherche. Alors que notre environnement de travail se trouve bouleversé, depuis plusieurs années, par des réformes qui affectent nos conditions de travail, l'AFSP doit tenir compte des situations spécifiques des collègues qui travaillent dans des établissements situés à Paris et en province, dans les universités comme les IEP, au CNRS ou dans des centres de recherche à l'étranger, titulaires comme non titulaires. Je souhaite que le CA de l'AFSP reste sensible aux inégalités dans l'accès aux moyens et au temps indispensables pour mener à bien nos projets dans un contexte où celles-ci risquent de s'aggraver.

Les congrès de l'AFSP sont des lieux centraux d'échanges scientifiques des politistes en France. Au moment où Lyon s'appête à accueillir le prochain congrès, en tant que membre de l'équipe locale d'organisation du Congrès, je voudrais que l'AFSP continue à penser de manière innovante ces événements scientifiques, tout comme les rencontres professionnelles, en veillant à proposer un espace attractif pour les collègues titulaires, non titulaires, travaillant en France et à l'étranger. Pour défendre la science politique française, l'AFSP doit continuer à coopérer avec les autres associations disciplinaires, à participer aux réseaux européens et internationaux, à se concerter avec les collègues du CNU et du Comité national de la recherche scientifique, tout comme avec l'ANCMSP. Ce premier mandat a été pour moi l'occasion d'apprécier non seulement les collègues représentants de l'AFSP et représentés au CA mais aussi l'équipe administrative de l'association, dont les compétences précieuses doivent être valorisées. C'est donc à une AFSP dynamique, mobilisée, collégiale et inclusive que je souhaite contribuer.



Curriculum Vitæ

Professeure de science politique à l'Université Lumière Lyon 2 depuis 2015, je suis membre du laboratoire Triangle (UMR 5206) dont j'ai été directrice adjointe jusqu'en janvier 2020. À Lyon, je suis responsable adjointe du doctorat de science politique (École doctorale Sciences sociales). Au département de science politique, je m'occupe de deux doubles diplômes de master : avec les universités de Freiburg et Turin. Éluë au CA de l'Association Française de Science Politique depuis 2016, j'ai rejoint le bureau de l'association pendant deux ans. J'ai été membre du Conseil National des Universités (section 04) entre 2015 et 2019. Membre (junior) de l'Institut Universitaire de France (2015-2020), mes recherches actuelles portent sur la dimension européenne et internationale des réformes de l'enseignement supérieur ; je m'intéresse au positionnement des organisations internationales et à la circulation de l'expertise dans ce secteur de l'action publique

transnationalisé. Mes travaux antérieurs portent sur la politique étrangère allemande, l'élargissement de l'Union européenne, la gestion du passé communiste et la compétition politique en Europe centrale. Titulaire d'une thèse soutenue à Sciences Po Paris, j'ai travaillé successivement à l'Université de Nanterre (ATER, 2004-2006), à l'IEP de Strasbourg (MCF, 2006-2015) et à l'Université Lyon 2. Mon parcours et mes objets de recherche m'ont amenée à effectuer des séjours prolongés à l'étranger, en Europe principalement, mais aussi, plus récemment, à la New York University.

ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **NATHALIE DUCLOS**

Nathalie Duclos est maîtresse de conférences en science politique à l'Université de Tours et membre de l'Institut des sciences sociales du politique.

Profession de foi

Je suis candidate pour la première fois au Conseil d'administration de l'AFSP afin notamment de contribuer à la promotion de la science politique et à sa défense institutionnelle. Pour avoir été en poste au sein d'une UFR d'AES puis d'une UFR de droit, je mesure combien la reconnaissance de notre discipline est un enjeu essentiel dans les relations avec les collègues d'autres disciplines et combien cela joue sur les arbitrages rendus, surtout dans un contexte de réformes incessantes. Le rôle de promotion de notre discipline par l'AFSP est d'autant plus important que la science politique est une discipline « rare », en nombre d'enseignants-chercheurs, et relativement éclatée en plusieurs pôles : IEP, facultés de droit, d'AES, voire de sciences sociales et, plus rarement, de science politique, ou encore centres de recherche. Cette faiblesse institutionnelle peut être compensée par une représentation dynamique à laquelle j'espère pouvoir contribuer au sein de l'AFSP à partir d'une idée résolument pluraliste de la science politique. Cette défense gagnera en efficacité si elle se réalise en coordination avec les autres organisations et instances représentant la science politique. L'AFSP doit aussi accompagner l'essor considérable de la science politique au cours de ces vingt dernières années (développement de cursus, de départements, d'IEP, forte attractivité pour les étudiants), essor auquel tout un chacun a contribué sans pour autant avoir une vision claire du tableau final. Ce travail d'objectivation, auquel contribue l'AFSP, doit être poursuivi et étoffé, car cela contribue à la visibilité de la science politique vis-à-vis des autres disciplines mais aussi du MESRI. Cet essor de notre discipline demande également un développement de ses capacités d'encadrement, notamment en ce qui concerne le professorat. Les investissements nombreux des enseignants-chercheurs, sur les plans de l'enseignement, de la recherche et des responsabilités administratives ne sont pas suffisamment reconnus institutionnellement, ce qui pose des problèmes d'attractivité des carrières et d'inégalités de genre. Si je devais être élue au CA, je m'engage à m'investir plus particulièrement sur ces différents sujets.



Curriculum Vitæ

Maîtresse de conférences habilitée à diriger des recherches en science politique, en poste à l'Université de Tours, Nathalie Duclos est chercheure à l'ISP Nanterre et membre du comité de rédaction de *Critique internationale*. Ses travaux, qui portent sur les violences armées, les sorties de conflits et les missions de paix se situent au carrefour de la sociologie politique et des relations internationales.

ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **DELPHINE DULONG**

Delphine Dulong est maîtresse de conférences en science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et membre du Centre européen de sociologie et science politique (CESSP).

Profession de foi

C'est pour trois raisons que je me porte aujourd'hui candidate au Conseil d'administration de l'AFSP. La première est la défense de notre discipline. Les sciences sociales sont en effet de plus en plus réduites au statut de science auxiliaire des gouvernements. Le fait qu'il n'y ait même plus de conseiller en charge des sciences sociales au Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur dit assez le peu de considération qui nous est accordé. Nos travaux par ailleurs restent trop souvent méconnus et pour beaucoup la science politique se confond encore avec la politique. Si j'ai l'honneur d'être élue, j'entends donc consacrer mon mandat en priorité à défendre notre autonomie et notre utilité sociale en développant des partenariats et des actions de communication qui visibilisent la recherche en science politique. Dans cette perspective, et dans la continuité de ce qui a toujours été fait à l'AFSP, j'aurai aussi à cœur de défendre une conception ouverte de la science politique aux autres disciplines, notamment les sciences sociales avec lesquelles je dialogue et travaille depuis toujours. Ma triple formation (en histoire, droit et science politique), les co-directions de thèse pluridisciplinaires dans lesquelles je suis engagée ou plus largement les échanges que j'ai au sein de mon laboratoire ou avec d'autres institutions (par exemple l'Académie de Médecine) avec des sociologues, des juristes, des historiens, des chirurgiens, etc., me convainquent chaque jour de tout ce que la science politique gagne à s'enrichir auprès d'autres disciplines mais aussi de ce qu'elle peut leur apporter. Enfin, sensible à la question des inégalités sociales sur lesquelles portent en grande partie mes travaux, je serai particulièrement soucieuse de faire en sorte que l'AFSP en tant que principale instance représentative de notre profession soit attentive à la diversité des conditions de travail et des carrières des enseignants-chercheurs en science politique. Ces dernières comptent en effet parmi les plus lentes des carrières universitaires en raison de l'accès très limité au professorat. Je veillerai à ce que la réflexion entamée sur ce sujet, dont dépend en partie la vitalité de notre discipline, soit menée à bon terme.



Curriculum Vitæ

Née le 7 mars 1969, à Paris
Maîtresse de conférences en science politique, Habilitée à diriger des recherches Université Paris I Panthéon-Sorbonne/ Centre européen de sociologie et de science politique

THEMES DE RECHERCHES

Institutions politiques, genre, élites, dominations

OUVRAGES

- Dulong (D.), *Moderniser la politique. Aux origines de la Ve République*, Paris, L'Harmattan, 1997
- Dubois (V.), Dulong (D.), dir., *La question technocratique. De l'invention d'une figure aux transformations de l'action publique*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, juin 1999
- Achin (C.), Bargel (L.), Dulong (D.), Fassin (E.) et alii, *Sexes, genre et politique*, Paris, Economica, 2007
- Dulong (D.), *La construction du champ politique en France Imanuel de socio-histoire de la vie politique française depuis 1789*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010
- Dulong (D.), Guionnet (C.), Neveu (E.), dir., *Boy's don't cry*, Rennes, PUR, 2012
- Dulong (D.), *Sociologie des institutions politiques*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2012

DERNIERES PUBLICATIONS

- Co-direction (avec Muriel Darmon et Elsa Favier) du dossier « Temps et pouvoir », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°226-227, mars 2019

- Co-direction (avec Brigitte Gaiti) du dossier « La coordination du travail gouvernemental » janvier 2020
- (avec Caty Achin), « Au delà des apparences : la féminisation des cabinets ministériels sous F. Hollande », *RFAP*, n°168
- « Maîtriser le temps pour asseoir son pouvoir. Comment M. Debré et G. Pompidou sont devenus premiers ministres », *ARSS*, n°226-227, mars 2019

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES, SCIENTIFIQUES ET ADMINISTRATIVES

- 1999-2003 : Responsable de la Licence de science politique à l'UVSQ
- 2001-2003 : Directrice-adjointe du Département de science politique à l'UVSQ
- 2002-2004 : Membre de la Commission d'équivalences pédagogiques, UFR de Sciences juridiques et politique, UVSQ
- 2003-2005 : Directrice du Département de science politique à l'UVSQ
- 2007- 2014 : responsable de la L3 de science politique de Paris I
- 2010-2014 : Directrice du CRPS-CESSP et directrice adjointe du CESSP
- 2012-2014 : Responsable des doubles Licence Science politique/Histoire, Science politique/ Droit, Science politique/Economie, Science politique/Philosophie
- 2015-2019: membre élue titulaire de la section 04 du CNU
- depuis 2016 : co-responsable de l'axe Pouvoirs et domination du CESSP

ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **GUILLAUME GOURGUES**

Guillaume Gourgues est maître de conférences en science politique à l'Université Lumière Lyon 2 et membre du laboratoire Triangle.

Profession de foi

Ma candidature au Conseil d'administration de l'AFSP est essentiellement motivée par mon envie de m'impliquer dans le développement et l'animation d'une discipline à laquelle je m'identifie fortement, et par ma volonté d'alimenter les débats qui la traversent depuis plusieurs années. Mon attachement disciplinaire tient à mon parcours : formé dans un IEP, j'ai été recruté dans une université de taille modeste où je comptais parmi les rares politistes. J'ai donc mesuré la différence entre une communauté scientifique clairement positionnée en science politique (durant ma formation doctorale, de nouveau aujourd'hui) et un environnement académique où j'ai dû affirmer ma spécificité disciplinaire et lui donner sens. J'ai ainsi partagé la situation de nombreuses et nombreux enseignant.e.s-chercheur.e.s en science politique : enseigner la discipline et mener des recherches dans une situation de marginalité pédagogique et scientifique. Cette expérience, bien que banale et répandue, me semble pourtant insuffisamment interrogée et mériterait un état des lieux. Dans la mesure où une part conséquente des postes d'enseignant.e.s titulaires en science politique concernent des universités ou des formations où la discipline ne dispose que d'une autonomie relative, je souhaiterais m'investir, au sein de l'AFSP, autour de ces enjeux : quels constats pouvons-nous établir sur la place de la science politique hors des IEP et des formations universitaires spécialisées ? Quelle place occupe la discipline dans des formations pluridisciplinaires, telles que les licences AES ? Au-delà de ces questions, je souhaiterais aussi prendre part aux débats régulièrement portés par l'association, tant sur le thème crucial du nombre de postes (décontingement, gels des postes...) que sur les pratiques d'enseignement et de recherche. Sur ce point, j'ai notamment été interpellé par la publication du rapport de l'AFSP portant sur « l'internationalisation » de la science politique française. Ma propre expérience de recherche m'inviterait, à ce propos, à nourrir un débat sortant des positions de principe, permettant de réfléchir collectivement à la place qu'occupe et que pourrait occuper notre discipline dans les espaces scientifiques internationaux, non exclusivement anglo-saxons, mais également dans le débat public français et européen. Ce type de discussion me semble devoir être rapporté, notamment, aux dégradations parfois spectaculaires des conditions de travail de nombre de politistes.



Curriculum Vitæ

Guillaume Gourgues est maître de conférences en science politique à l'Université Lumière Lyon 2, chercheur au sein de l'UMR TRIANGLE. Après une thèse soutenue en 2010 à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, il devient maître de conférences à l'Université de Franche-Comté, de 2012 à 2018, où il assure la direction d'un Master spécialisé en analyse des politiques publiques. Il a ainsi enseigné en licence et Master AES, droit et science politique. Ses recherches articulent la sociologie de l'action publique et de l'action collective. Elles développent deux grandes thématiques : les formes contemporaines de participation citoyenne et les conflits du travail. Concernant la participation citoyenne, thème central de sa thèse, ses recherches s'intéressent essentiellement à l'instauration systématique d'une logique d'offre de participation publique depuis les années 1990, à la fois aux échelles locales et nationales. Elles confrontent la production de dispositifs participatifs « sous contrôle », dépendants des rapports de force qui animent les politiques publiques aux réactions contrastées des participants, allant de la loyauté à la contestation frontale. Il a notamment publié sur ces enjeux *Les politiques de démocratie participative* (PUG, 2013), ou récemment coordonné, avec Agnès Alexandre-Collier et Alexandra Goujon, *Innovations. Reinvented Politics and Representative Democracy* (Routledge, 2020).

Concernant les conflits du travail, ses recherches portent également sur les relations de pouvoir et la démocratie : que se passe-t-il lorsque les employeurs cherchent à orienter la participation des salariés ? Jusqu'où les salariés parviennent à s'imposer dans la gestion des entreprises et plus largement dans l'orientation de l'économie ? Plusieurs enquêtes, portant sur les référendums d'entreprise en Italie et en France mais également sur les formes de contre-expertise syndicale et salariale, permettent d'alimenter ces questions. Le conflit horloger de l'usine Lip, en 1973, a ainsi constitué un terrain d'étude central, donnant notamment lieu à la publication, avec Claude Neuschwander, de l'ouvrage *Pourquoi ont-ils tué Lip ? De la victoire ouvrière au tournant néolibéral* (Raison d'agir, 2018). Cette recherche est actuellement prolongée par une participation active au projet « La citoyenneté industrielle. Passés et présents des relations entre travail et politique » (CITINDUS), financé par l'ANR.

ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de FLORENCE HAEGEL

Florence Haegel est professeure de science politique à Sciences Po et directrice du Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE).

Profession de foi

Membre sortante du Conseil d'administration de l'AFSP, je me présente pour un dernier mandat car je suis convaincue que les années qui viennent vont mettre en danger la science politique et, plus généralement, la recherche en sciences sociales. Il est donc important de s'engager dans des actions collectives, représentatives de l'ensemble de la discipline dans sa diversité, et l'AFSP en est le lieu privilégié. Elle doit être à la fois une institution centrale dans la défense de la science politique vis-à-vis des pouvoirs publics, assumer un rôle d'animation du débat scientifique et devenir un incubateur des transformations à venir.

Pour la science politique, la question des postes est centrale compte tenu de leur diminution au CNRS comme à l'Université. C'est une priorité pour l'entrée dans le métier de toute une génération qui s'est récemment mobilisée contre la précarisation. Parallèlement, le dé-contingement permettrait d'ouvrir les recrutements. La défense de la science politique implique aussi de faire valoir les spécificités de l'activité scientifique dans les sciences sociales et d'être attentif au respect d'une évaluation par les pairs, à la fois rigoureuse et ouverte privilégiant la dimension qualitative.

L'animation est le cœur de métier de l'Association. Congrès et Rencontres organisés alternativement tous les deux ans sont des événements qui scandent la vie de la communauté disciplinaire ; mais entre ces « grandes messes » qui pourraient encore davantage attirer les plus seniors, les initiatives intermédiaires comme les groupes de travail manquent de visibilité et de dynamisme. Il faut y réfléchir collectivement. Enfin, l'AFSP doit jouer également le rôle d'incubateur de changements. Par exemple, le processus d'internationalisation de la science politique est en cours mais les travaux et politistes français ne sont pas assez visibles en dehors de l'espace francophone ; il faut donc déployer collectivement des stratégies de promotion de la science politique française. Autre exemple, dans la crise sanitaire, beaucoup d'entre nous sommes confrontés à l'enseignement à distance sous une forme plus ou moins bricolée ; là aussi un partage des expériences ainsi qu'une réflexion pédagogique pourraient être portés par l'Association. Dernier exemple que l'on pourrait prendre, celui des méthodes écartelées entre la place des études qualitatives, voire des enquêtes ethnographiques dans la science politique française et le tournant des big data qui va bousculer les sciences sociales, dans leur ensemble.



Curriculum Vitæ

Initialement chercheuse FNSP, j'ai choisi de changer de statut en 2012 et de devenir professeure de science politique (FNSP) à Sciences Po. Ce changement entérinait un investissement de plus en plus fort en tant qu'enseignante mais également comme responsable d'un programme à l'École doctorale. Par la suite, j'ai occupé la fonction de directrice du département de science politique à Sciences Po de 2013 à 2016. Alors que je n'étais pas, à l'origine, familière des enjeux pédagogiques, je le suis devenue au travers de ces expériences successives. Depuis janvier 2017, je suis directrice du Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE), laboratoire CNRS pluridisciplinaire à dominante de science politique. Je me retrouve donc au cœur des enjeux auxquels doit faire face la recherche (recrutement, financement, internationalisation, formation des doctorants, etc.). Parallèlement, j'ai toujours participé à des collectifs éditoriaux : j'ai successivement été membre des comités de rédaction de *Politix*, *Espaces-Temps*, *Sociétés contemporaines* et de la *RFSP* et j'ai dirigé quelques années la collection « Société en mouvement » aux Presses de Sciences Po. Mon activité de recherche s'inscrit dans le sous-domaine de la sociologie politique. Après une thèse sur la création du rôle de maire de Paris, je me suis spécialisée dans l'étude de la droite française et plus largement dans celle des partis

politiques. Mes travaux interrogent, en parallèle, les processus de politisation (en particulier au travers de l'analyse des discussions politiques) ou de socialisation politique et aujourd'hui en exploitant une enquête monographique sur les formes de participation dans une association d'aide aux personnes précaires.

Ouvrages parus : avec O. Fillieule, C. Hamidi, V. Tiberj dir., *Sociologie plurielle des comportements politiques* (2017) ; avec S. Duchesne, E. Frazer, V. Van Ingelgom, *Citizens' Reactions to European Integration Compared. Overlooking Europe* (2013) ; *Les droites en fusion* (2012) ; avec M-C Lavabre, *Destins ordinaires, Identité singulière et mémoire partagée* (2010) ; avec G. Grunberg, *La France, vers le bipartisme ? La présidentialisation du PS et de l'UMP* (2007) ; dir., *Partis politiques et système partisan* (2007) ; avec S. Duchesne, *Les entretiens collectifs* (2004). avec J-M Donegani, S. Duchesne dir. *Aux frontières des attitudes* (2002), avec H. Rey, Y. Sintomer (Yves) dir., *La xénophobie en banlieue* (2001) ; *Un maire à Paris* (1994). Pour un aperçu plus complet de mes travaux :

<https://www.sciencespo.fr/centre-etudes-europeennes/fr/publications/689>

ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **CHRISTOPHE JAFFRELOT**

Christophe Jaffrelot est directeur de recherche au CNRS, membre du Centre de recherches internationales (CERI) et enseignant à Sciences Po.

Profession de foi

Je suis candidat au Conseil d'administration de l'AFSP 16 ans après avoir rejoint son bureau (2004-2009) et 32 ans après ma première participation à l'un de ses congrès, celui de Bordeaux en 1988. C'est là que j'avais commencé à percevoir ce que la science politique française devait à cette association, tant au plan scientifique qu'en termes de défense de ses métiers. Tels sont les deux axes que j'aimerais renforcer, dans un contexte déjà difficile et qui devrait se tendre encore. En tant qu'association scientifique, l'AFSP doit plus que jamais être un lieu d'échanges, à la fois entre sous-disciplines et avec les autres disciplines des SHS – tout en s'ouvrant encore davantage à l'international. Quel que soit le format retenu (groupes de travail, rencontres, séances plénières ou ateliers de congrès), il s'agit à mes yeux de débattre plus encore des méthodes de recherche (tant qualitatives que quantitatives), des formules d'enseignement (appelées à évoluer à l'heure du numérique) et des travaux en cours, d'un point de vue à la fois spécialisé, transversal, et comparatif. L'internationalisation de la science politique française, déjà bien en cours, me tient particulièrement à cœur, non seulement du fait de mes terrains sud-asiatiques, mais aussi du fait de mes expériences en tant qu'enseignant en Amérique du Nord, en Inde et en Grande-Bretagne, autant de lieux où j'ai souvent regretté que certains travaux français soient encore méconnus.

En tant qu'association professionnelle, l'AFSP a vocation à défendre des métiers essentiels à l'intelligence d'un monde en mutation, en leur conférant une meilleure reconnaissance dans l'espace public, en leur permettant de lutter contre la précarisation, notamment celle des jeunes politistes dès l'étape de la thèse et en améliorant les statuts, privés comme publics, tant dans l'enseignement que la recherche. Donner un statut aux doctorants et post-docs qui contribuent plus que jamais à l'enseignement et à la recherche me paraît ici une des priorités de l'heure. Ce sont là des problèmes qui me sont familiers, en tant que chercheur CNRS depuis 1991, et enseignant depuis 1987 dans des environnements très divers, Langues O, IEP d'Aix-Marseille, Paris 1, Nanterre et aujourd'hui Sciences Po.

J'aimerais aussi faire bénéficier l'AFSP de mes expériences à la tête d'une UMR (le CERI, de 2000-08), du Conseil scientifique des UMIFRE d'Asie (2010-16) et de la Section 40 (2012-16), des expériences qui m'ont fait comprendre l'importance du dialogue et de la collégialité dans les dynamiques institutionnelles.



Curriculum Vitæ

Depuis que j'ai rejoint le CNRS en 1991, mes recherches ont porté sur la question de l'identité nationale en Inde et au Pakistan (sous l'angle des relations entre religion et politique surtout), sur la sociologie des élites politiques en Asie du sud (au plan quantitatif et qualitatif), sur le national-populisme dans l'Inde de Narendra Modi et sur les minorités dans cette région – en particulier sur les musulmans de l'Inde, cible privilégiée des nationalistes hindous auxquels j'avais consacré ma thèse. Parallèlement à ces travaux fondés sur les terrains sud-asiatiques, je me suis intéressé au nationalisme, au couple démocratie-autoritarisme et à la question du populisme d'une façon plus théorique et comparative.

Outre les responsabilités mentionnées dans ma profession de foi, j'ai été rédacteur en chef de la revue *Critique internationale* (1998-2003), directeur de plusieurs collections d'ouvrages (dont celle que j'ai créée chez Hurst/OUP New York) et membre de plusieurs comités éditoriaux de revues (dont *India Review*, *International Political Sociology*, *Nations and nationalism* et *Asian Survey*).

J'ai enseigné un semestre par an dans différentes universités Américaines (Columbia, Yale, Johns Hopkins et Princeton) de 2009 à 2015 avant de faire un à deux cours semestriel(s) par an à King's College (London) comme professeur invité.

Parmi mes ouvrages figurent, *Le syndrome pakistanais*, Paris, Fayard, 2013 et *L'Inde de Modi. National-populisme et démocratie ethnique*, Paris, Fayard, 2019, et en (co-)direction : avec L. Louër, *Pan-Islamic Connections. Transnational Networks between South Asia and the Gulf*, New York, OUP, 2017 ; avec A. Kohli et K. Murali, *Business and Politics in India*, New York, OUP, 2019 et avec A. Dieckhoff et E. Massicard, *Populismes au pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019. Parmi les numéros de revue que j'ai dirigés figurent : « Comment la compétition démocratique travaille les identités collectives », *Critique internationale*, n° 51, avril-juin 2011 ; avec A. Mohammed-Arif, « Politique et Religion en Asie du Sud », Paris, EHESS, 2012, avec M. Kuenkler, « Networks of Religious Learning across Asia », *Modern Asian Studies*, mars 2014 et « Political conservatism in India », *Studies in Indian Politics*, nov. 2017. Parmi mes articles figurent, « Towards a Hindu state ? », *Journal of democracy*, juil. 2017, « Refining the moderation thesis. Two religious parties and Indian democracy », *Democratization*, août 2013.

Pour un CV complet, voir :

<https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/cerispire-user/7142/586>

ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de THOMAS LINDEMANN

Thomas Lindemann est professeur de science politique à l'Université Versailles Saint-Quentin.

Profession de foi

Pour ma réélection au Conseil d'administration de l'AFSP, j'aimerais continuer à établir des ponts, notamment entre (sous) disciplines, paradigmes, entre « l'international » et le « local », entre la région Ile-de-France et la province, entre les facultés et les IEP et, plus largement, entre les générations. Je souhaite continuer à défendre la qualité de la recherche publique et son orientation non-utilitariste, ainsi que les droits et les statuts des chercheur.euse.s qui la pratiquent au quotidien. Je suis favorable à un recrutement des jeunes chercheur.euse.s qui reste essentiellement qualitatif et dont la thèse ainsi que les publications doivent demeurer l'élément central. Je souhaite également encourager les travaux et les carrières des chercheur.euse.s avec des parcours atypiques de qualité.

En outre, je défends une conception ouverte et volontaire de la recherche publique. Je souhaite :

- promouvoir les échanges internationaux de l'AFSP notamment avec les acteurs non anglo-saxons
- promouvoir la carrière des jeunes chercheur.euse.s (prix, ateliers, groupes thématiques, etc.)
- défendre un nombre de renouvellements de postes en science politique qui correspond au nombre grandissant de nos étudiant.e.s
- défendre le pluralisme disciplinaire, aussi bien dans la diversité des domaines, des approches théoriques que dans la diversité des profils de chercheur.euse.s et des stratégies de carrière qu'ils construisent
- défendre l'autonomie de la science politique dans l'évaluation des carrières des chercheur.euse.s et le maintien du CNU.



Curriculum Vitæ

Professeur de science politique à l'Université de Versailles Saint-Quentin et membre actuel du Conseil d'administration de l'AFSP, mes thématiques de recherches sont centrées sur la sociologie internationale de la reconnaissance et la critique du positivisme. Mes recherches s'appuient sur des archives et des entretiens avec des acteurs politiques. Co-coordonateur de l'ANR DataWAR et auteur de sept ouvrages, je suis actuellement en train de rédiger un ouvrage sur les affinités électives entre positivisme nomologique et violences politiques « froides » notamment via leur rejet du « désordre » et de l'incertitude.

Parmi mes publications récentes :

Ouvrages :

Thomas Lindemann/Erik Ringmar, *The international politics of Recognition*, Rowfield, London, 2016.

Direction de numéro spécial de revues à comité de lecture :

- (avec Charlotte Epstein et OJ Sending Jacob), *Review of International Politics*, Special Issue on Misrecognition in World Politics: Revisiting Hegel Volume 44 - Special Issue 5 - 2018/2019, Cambridge University Press (dirigé avec Charlotte Epstein et Ole Sending Jacob).

- (avec Charlotte Epstein), « Retour à Hegel », *Raisons Politiques*, no. 61, 2016

Articles dans revue internationale à comité de lecture :

- Epstein, Charlotte, Thomas Lindemann, and Ole Jacob Sending. « Frustrated sovereigns: the agency that makes the world go around » *Review of International Studies* 44, no. 5 (2018-19): 787- 804.

- Thomas Lindemann. « Agency (mis) recognition in international violence: the case of French jihadism » *Review of International Studies* 44,5 (2018-2019): 922-943.

- Thomas Lindemann, Maéva Clement and Eric Sangar. « The "HeroProtector Narrative": Manufacturing Emotional Consent for the Use of Force » *Political Psychology* 38.6 (2017): 991- 1008.

- Thomas Lindemann (avec Alain Caillé). «La lutte pour la reconnaissance par le don entre acteurs collectifs (I).» *Revue du MAUSS* 1 (2016): 321-336.

ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **MARIEKE LOUIS**

Marieke Louis est maîtresse de conférences à l'IEP de Grenoble
et membre du laboratoire PACTE.

Profession de foi

Me présentant pour la première fois au Conseil d'administration de l'AFSP, j'ai à cœur de pouvoir prolonger le travail entrepris par l'association, et de contribuer à repenser ce qui fait l'unité et le dynamisme de notre discipline.

Il me semble d'abord important de renforcer la réflexion sur nos conditions de travail. Un enseignement et une recherche de qualité ne peuvent se faire sans une vigilance constante de la communauté des politistes, donc de l'AFSP, sur les conditions matérielles de l'enseignement et de la recherche, en lien avec les autres associations professionnelles dans le domaine des SHS, les organisations syndicales et les collectifs. Des débats sur la loi Pécresse à ceux sur la LPPR, une constante se dégage : nos conditions de travail se sont dégradées. Cela est notamment dû à l'accroissement des tâches administratives qui s'est fait au détriment de la réflexion sur l'innovation pédagogique et de notre production scientifique, mais aussi au moindre dynamisme de nos carrières, tant en termes de progression que de mobilité géographique. Certes, la situation varie grandement selon nos institutions de rattachement, notre statut, notre âge, notre genre et notre vie personnelle. Mais l'AFSP, via son CA, doit être le lieu vers lequel tou.te.s les membres de notre communauté se tournent pour réfléchir concrètement à la revalorisation de nos carrières, et lancer l'alerte sur les formes de mal-être au travail au sein de la profession universitaire.

L'autre priorité me tenant à cœur concerne l'ouverture de la discipline, déjà bien amorcée mais qui est à poursuivre. Outre son ouverture sur l'international, la science politique doit être ouverte sur les autres disciplines et sur la Cité. Il faut continuer à faire ce que nous savons faire, et bien faire : chercher et publier. Mais il faut valoriser cette production intellectuelle, dont la grande qualité est parfois inversement proportionnelle à sa (re)connaissance dans l'espace public. Cela va dans le sens de l'excellente initiative de l'AFSP sur le covid-19 qui devrait être systématisée. Par ailleurs, il me semble que nous devrions œuvrer, au sein du Conseil d'administration, à médiatiser davantage les congrès et rencontres de l'AFSP et à les rendre plus ouverts aux profanes : qu'il s'agisse de nos collègues d'autres disciplines, mais aussi des publics issus d'autres milieux professionnels et aux étudiant.e.s.



Curriculum Vitæ

Actuellement en poste à l'IEP de Grenoble et membre du laboratoire PACTE, j'évolue dans le monde de la science politique depuis bientôt 10 ans. Après une thèse à l'IEP de Paris, une expérience d'ATER à l'IEP de Strasbourg puis au Collège de France, j'ai été recrutée comme maîtresse de conférences à l'IEP de Grenoble en 2015. En 2018, j'ai effectué un séjour de recherche à Columbia University à New York.

Ma socialisation à la science politique s'est faite au travers des groupes de recherche de l'AFSP et notamment le Groupe de recherche sur l'action multilatérale (GRAM), devenu groupe de recherche CNRS. Depuis 2015, je suis membre du comité de rédaction de *La Vie des idées*, revue en ligne hébergée par le Collège de France qui publie quotidiennement des recensions et des essais dans le domaine des sciences humaines et sociales.

Mes recherches s'inscrivent dans une socio-histoire des relations internationales menée à partir de l'étude des organisations internationales. J'analyse ces institutions par le prisme de la représentation et de la représentativité, de la (dé)politisation, des carrières professionnelles, et des transformations du politique

au vu de la montée en puissance des acteurs économiques. L'essentiel de mes publications porte sur l'Organisation internationale du travail (OIT) et les organisations syndicales et patronales internationales.

A cette activité de recherche s'adosse un enseignement à la fois généraliste en science politique et plus spécialisé dans le domaine des relations internationales et des méthodes de recherche. Investie dans la réflexion sur l'innovation pédagogique, j'ai également conçu un enseignement d'ouverture sur les Nations Unies dans la fiction, sur la base d'un matériau littéraire et cinématographique.

Agrégée de sciences économiques et sociales et membre sortante du jury de l'agrégation de SES, j'attache également une grande importance à la présence de notre discipline dans l'enseignement secondaire.

ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de MICHEL MANGENOT

Michel Mangenot est professeur de science politique à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris 8 et membre du CRESPPA-LabToP.

Profession de foi

Membre sortant du CA, je souhaite me représenter à un moment crucial pour l'avenir de notre discipline et de l'AFSP, rejointe il y a vingt-quatre ans en tant qu'adhérent et à laquelle je suis particulièrement attaché. Membre du Comité local d'organisation de notre Congrès de 2011 à Strasbourg, élu au Conseil en 2012 puis au Bureau en 2016 comme vice-président, j'ai pu y mener collégalement à bien trois projets : le rapport AFSP 2020 sur l'avenir de l'Association (2017), les premières Rencontres de la science politique à Paris 8 Saint-Denis avec l'AECSPP et l'ANCMSP (juillet 2018) et une mission sur les modalités de recrutement des professeurs (2019). Sur la base de mon expérience dans des établissements très différents, à Sciences Po Strasbourg comme maître de conférences, puis à l'Université de Lorraine (IAE-Nancy) et aujourd'hui à Paris 8, j'ai pu mesurer l'importance de notre association pour relever les défis auxquels notre discipline est confrontée : faire prévaloir son autonomie en dehors de ses pôles centraux, contribuer à son décloisonnement en favorisant de nouvelles interdisciplinarités, et assurer son rayonnement international.

Dans cette perspective, je propose d'agir à trois niveaux. Tout d'abord, contribuer à une meilleure reconnaissance de la science politique, non seulement au sein de l'espace politico-administratif français, mais également à l'échelle de l'Union européenne. Ensuite, assumer le tournant « professionnel » de notre Association. Elle a vocation à représenter, et plus que jamais, dans le contexte actuel, à défendre nos intérêts auprès des pouvoirs publics et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche. La science politique, de plus en plus attractive, a d'abord besoin de postes d'enseignants et de chercheurs, et aussi de débouchés professionnels, que l'AFSP peut promouvoir. Il faut défendre le métier de politiste au-delà des statuts et favoriser la socialisation et l'intégration des non-titulaires. Devant le risque réel de fragmentation de notre discipline, l'Association doit plus que jamais exercer son rôle de mise en réseau, de visibilité et d'unification. Enfin, je souhaite lancer une réflexion autour de nouveaux répertoires d'action, par-delà les Congrès et les Rencontres, permettant de retrouver des espaces pluralistes de dialogue et de débat, qui font la force de l'AFSP.



Curriculum Vitæ

Né le 08/02/1972

Professeur à l'Université Paris 8 — CRESPPA-LabToP (UMR 7217)
<http://www.cresppa.cnrs.fr/mangenot-michel/>

FONCTIONS ACTUELLES

- Directeur de l'Institut d'Etudes Européennes depuis 03/2018 ; responsable du Master « Union européenne et mondialisation » depuis 09/2016
- Membre élu du Conseil de laboratoire de l'UMR CRESPPA et du Conseil académique de l'Université Paris Lumières (ComUE) depuis 01/2020
- Membre du jury des Prix de thèse Pierre Pflimlin depuis 2011 et Jean-Louis Quermone depuis 2016 ; du Conseil de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lorraine, depuis 2019
- Coresponsable du groupe de travail permanent « Sociologie de l'Etat » du Groupe européen d'administration publique de l'Institut international des sciences administratives (avec J.M. Eymeri-Douzans et M. Goransson), depuis 2018
- Chargé de cours à l'Ecole polytechnique depuis 2017
- Membre élu du CA de l'AFSP depuis 06/2012, vice-président depuis 09/2016

CARRIÈRE

- Professeur de science politique à l'Université de Lorraine (IAE Nancy), 2013-2016
- Maître de conférences à Sciences Po Strasbourg, 2005-2013 ; chargé de mission du Président de l'Université de Strasbourg pour le Pôle Européen d'Administration Publique (2006-2013) ; directeur adjoint du Groupe de Sociologie Politique Européenne (2007-2011)

PRINCIPALES PUBLICATIONS

- *Qui gouverne l'Union européenne ? Chroniques 2014-2020*, Paris, La Documentation française, été 2020
- *Les études européennes. Genèses et institutionnalisation*, Paris, L'Harmattan, 2018 (dir. avec F. Larat et S. Schirmann)
- *Dictionnaire encyclopédique de la gouvernance européenne*, Bruxelles, Larcier, 2017 (dir. avec V. Charléty, F. Lafarge, C. Mestre et S. Schirmann)
- *A political sociology of the European Union. Reassessing constructivism*, Manchester University Press, paperback 2016 (eds. with J. Rowell)
- Coordonner les affaires européennes, *Revue française d'administration publique*, n°158, 2016
- *Les institutions européennes font leur histoire. Regards croisés soixante ans après le traité de Paris*, Bruxelles, Peter Lang, 2012 (dir. avec S. Schirmann)
- Présider l'Union européenne. Présidence(s) du Conseil et système de gouvernement. *Politique européenne*, n°35, 2011 (dir. avec A. M. Fernández Pasarin)

DERNIER ARTICLE

- « Rouage ou centre de l'Etat ? (I) Genèse et institutionnalisation du Secrétariat général du gouvernement » et « Rouage ou centre de l'Etat ? (II) Le SGG en actes » (avec J.-M. Eymeri-Douzans), *Revue française d'administration publique*, n°171, 2019, pages 603-650
<https://www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2019-3.htm>

ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de **SEBASTIEN MICHON**

Sébastien Michon est directeur de recherche au CNRS, membre du laboratoire SAGE (Sociétés, acteurs et gouvernement en Europe) et enseignant à l'IEP de Strasbourg.

Profession de foi

Je présente ma candidature pour la première fois au Conseil d'administration de l'AFSP. Dans le contexte actuel – inquiétant quant au devenir de l'enseignement supérieur et la recherche –, je souhaite poursuivre mon engagement dans les instances collectives de notre discipline. Trois axes structurent ma candidature.

Premièrement, contribuer à la défense du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, et en son sein de la science politique. Les projets de réforme tels que la loi de programmation pluriannuelle de la recherche, et les évolutions relatives aux budgets et aux postes dans l'enseignement supérieur et la recherche sont autant d'appels à agir collectivement pour défendre nos institutions, nos métiers et nos formations. Les modèles mis en place par d'autres pays ne sont pas nécessairement à appliquer en l'état en France, d'autant plus s'ils menacent la diversité, la richesse et l'originalité des formations et des recherches de science politique.

Deuxièmement, soutenir le pluralisme de la science politique et participer à la promotion de la discipline. Il est essentiel de montrer l'intérêt de la science politique, de son enseignement et ses travaux dans le cadre de nos enseignements et nos établissements ; le succès des licences de science politique est en ce sens un bon levier. Il me semble aussi que, dans un contexte où les informations et leurs interprétations sont abondantes et disparates, notre rôle en tant que porteur d'une information scientifique indépendante est d'être présent dans le débat public. J'aimerais en ce sens contribuer à une réflexion au sein de l'AFSP sur cet enjeu démocratique.

Troisièmement, mener une réflexion collective sur la formation aux méthodes quantitatives. A la suite de mes expériences d'enseignement dans plusieurs structures et de recherche sur divers objets, je me suis rendu compte de la diffusion encore relative en France des méthodes quantitatives. La comparaison internationale en la matière n'est guère flatteuse. Il devient urgent de faire un état des lieux des enseignements, des usages et des besoins en méthodes quantitatives. En tant qu'instance carrefour de la discipline, l'AFSP a vocation à être un lieu d'échange sur cet enjeu et de formulation de propositions.



Curriculum Vitæ

FONCTIONS ACTUELLES

- Directeur de recherche au CNRS et membre de l'UMR SAGE (Sociétés, gouvernement en Europe).
- Enseignant à Sciences Po Strasbourg

FORMATION

- 2017 : Habilitation à diriger des recherches en science politique (Université Paris 1-Panthéon Sorbonne)
- 2006 : Doctorat de sociologie (Université Strasbourg II)
- 2003 : DEA de science politique (Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg)
- 2002 : DEA de sociologie (Université Strasbourg II).

ANIMATION DE LA RECHERCHE

- Membre élu au Comité national du CNRS (section 36)
- Membre du bureau du RT34 (sociologie politique) de l'Association française de sociologie.
- Membre du comité d'éthique pour la recherche de l'Université de Strasbourg
- Membre du conseil d'unité de l'UMR SAGE

DOMAINES DE RECHERCHE

- Sociologie de l'Union européenne ; Professionnalisations politiques ; Sociologie des élites ; Théories des socialisations ; Méthodes des sciences sociales, approches quantitatives.

PUBLICATIONS RECENTES

- *A l'école des eurocrates. La genèse de la vocation européenne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019.
- *Le Parlement européen au travail. Enquêtes sociologiques* (dir.), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018.
- « Le Front national comme espace de luttes : dynamiques croisées de professionnalisation politique », *Politix*, vol.32, n°127, 2019, p.31-57 (avec Willy Beauvallet).
- « Le temps des élites. Ouverture politique et fermeture sociale à l'Assemblée nationale en 2017 », *Revue française de science politique*, 68 (5), 2018, p.777-802 (avec Julien Boelaert et Étienne Ollion).

ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de JANIE PELABAY

Janie Pélabay est chargée de recherche FNSP au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) et enseignante à Sciences Po.

Profession de foi

Dans une période d'incertitudes profondes pesant sur les métiers de l'ESR et sur la société dans son ensemble, je souhaite m'engager au sein de l'AFSP afin d'y œuvrer à l'avancement et à la défense d'une science politique forte de toute la pluralité des approches et des objets qui la caractérise. Je désire participer aux efforts engagés par l'AFSP pour soutenir activement les doctorant.e.s et jeunes chercheur.e.s dans un contexte de précarisation et de mise en compétition croissantes, auquel les enseignant.e.s-chercheur.e.s titulaires n'échappent pas. Cette volonté me vient d'un parcours débuté en philosophie, au Mirail, se poursuivant dans des établissements très différents par leurs tailles, leurs ressources et leurs cultures académiques, qui m'a conduite dans 5 pays au fil des appels à projet venus financer ma recherche doctorale et 5 années de post-doc, avant d'être recrutée à Sciences Po Paris en 2010. Dans ce parcours, d'où je tire une conscience vive de tous les bénéfices scientifiques de l'internationalisation mais aussi de ses contraintes et coûts personnels, l'AFSP a constitué un milieu crucial de socialisation et d'insertion professionnelles, notamment au travers de ses congrès que j'ai commencé à fréquenter il y a 13 ans. Ce parcours a également nourri une réflexion sur la pratique de l'interdisciplinarité à laquelle je souhaiterais contribuer dans les instances collectives de l'AFSP, après deux sections thématiques co-organisées à ce sujet en 2015 et 2019. Si la science politique française s'est montrée, dans mon cas, plus accueillante que ma discipline d'origine, les divers pans de la pensée politique (depuis l'histoire des idées politiques jusqu'à la théorie politique normative) y restent insuffisamment connectés aux travaux se prévalant des données empiriques. Bien installée, cette dichotomie est pourtant dommageable à l'innovation méthodologique et pédagogique. Enseignant dans des cursus divers, y compris professionnalisants, et membre d'un laboratoire, le CEVIPOF, né de la réunion entre pensée politique et études électorales, je sais combien les initiatives pour aller au-delà d'une simple cohabitation sont fructueuses quand elles permettent la co-construction de projets et de dispositifs de recherche. C'est dans cet esprit de coopération entre l'ensemble des sous-disciplines de la science politique ainsi qu'avec les sciences sociales que je me présente au Conseil d'administration de l'AFSP.



Curriculum Vitæ

DOMAINES DE RECHERCHE :

- Théories contemporaines de la citoyenneté (multiculturalisme, libéralisme politique, néo-républicanisme, pensée communautarienne)
- Politiques d'intégration (immigration, éducation civique, intégration européenne)
- Politiques de la diversité et de l'identité (France, Québec, UE)

PARCOURS ACADÉMIQUE :

mai 2010 - Chargée de recherche FNSP, CEVIPOF, Sciences Po Paris
2009-2010 Programme 'Gouvernance européenne', Université du Luxembourg
2006-2009 Centre de Théorie politique, Université Libre de Bruxelles
2005-2006 European Studies Centre, University of Oxford
1998-1999 CEETUM, Université de Montréal

Doctorat (2004), Université Paris IV-Sorbonne

Membre élue du Conseil d'unité du CEVIPOF (depuis 2019)
Co-responsable (avec G. Delannoï) de l'axe 3 du projet scientifique du CEVIPOF (2017-2022)
Membre élue (2012-2016) du Bureau du Département de Science Politique de Sciences Po Paris

PROJETS COLLECTIFS RÉCENTS :

- Numéro spécial (en cours) "La citoyenneté au temps de l'« intégration civique » : regards croisés sur la France et le Canada" pour la *Revue européenne des migrations internationales* & Projet FFCR (2017-2019), avec E. Winter et D. Nakache,

Université d'Ottawa & M. Hachimi Alaoui, Université du Havre.

- Projet sur la citoyenneté critique (2016-2019). Module « La démocratie et la citoyenneté », Vague 9 de l'Enquête électorale française pour l'élection présidentielle 2017, CEVIPOF, avec B. Cautrès, F. Chanvrlil-Ligneel, D. Copello, B. Reber, R. Sénac.

SÉLECTION DE PUBLICATIONS RÉCENTES :

- (avec M. Hachimi Alaoui), « Integration by Contract and the "Values of the Republic": Investigating the French State as a Value Promoter for Migrants (2003-2016) », in E. Goździak, I. Main, B. Suter (eds), *Europe and the Refugee Response: A Crisis of Values?*, London, Routledge, 2020, 111-127.
- (avec R. Sénac), "French critical citizens: from philosophical enthusiasm to political uncertainty", *French Politics*, 17 (4), 2019, 407-432.
- « La théorie politique au sein des études européennes », in F. Larat, M. Mangelot et S. Schirmann, *Les études européennes. Genèse et institutionnalisation*, Paris, L'Harmattan, 2018, 321-337.

ENSEIGNEMENTS DISPENSÉS EN 2019-2020, SCIENCES PO PARIS :

« Intégration et pluralisme. Enjeux philosophiques de débats contemporains », Formation commune de Master ; « Penser le patriotisme dans un monde pluriel », Collège Universitaire ; « Philosophie politique de l'identité européenne », Master, Ecole d'Affaires Publiques.

ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de ERIC PHELIPPEAU

Éric Phélippeau est professeur de science politique à l'Université Paris Nanterre et membre de l'Institut des sciences sociales du politique.

Profession de foi

L'engagement d'associations professionnelles comme l'AFSP joue un rôle central dans des périodes comme celle que nous traversons qui bouleversent nos conditions de travail, compliquent nos relations à nos publics étudiants, bousculent nos rapports entre collègues. Il permet de faire émerger les enjeux importants qui préoccupent la communauté universitaire dans son ensemble. De dessiner des lignes de réponses mûries collectivement. D'interpeller nos hiérarchies et nos tutelles sur des désaccords ou des points de dysfonctionnement. Si les adhérents de l'association me maintiennent parmi leurs représentants, je continuerai à m'investir dans ce travail avec les autres collègues du conseil. Sur le plan professionnel, nous constatons tous à quel point le devenir d'enseignants-chercheur-e-s requiert un investissement scientifique soutenu, des obligations administratives de plus en plus lourdes parallèles à nos activités pédagogiques, et des exigences d'internationalisation dans lesquelles on nous exhorte à nous investir : plus que jamais, il importe donc de se mobiliser pour l'obtention de moyens adéquats à la conduite de ces missions, et d'agir utilement au service de la reconnaissance de ces multiples charges et responsabilités qui sont le cœur de nos métiers. Du point de vue de la recherche enfin, j'ai débuté mes travaux par une sociogenèse de la professionnalisation politique et un débat avec des historiens, avant de les poursuivre par l'analyse du financement de la vie politique, des politiques de probité publique et des élites délinquantes, en collaboration avec des collègues sociologues, économistes et un réseau de chercheurs de l'IPSA. Conformément à cet itinéraire, je continuerai à promouvoir une conception de la science politique ouverte aux échanges avec les autres disciplines et nos collègues de l'étranger.



Curriculum Vitæ

Professeur de science politique

Co-directeur du département de science politique de l'université Paris Nanterre

Directeur du M2 Gestion des collectivités territoriales

Membre du conseil de laboratoire de l'Institut des sciences sociales du politique (UMR 7220 du CNRS)

Membre du conseil d'administration de l'Association française de science politique et de l'International Political Science Association (RC20 et RC2)

ORIENTATIONS DE RECHERCHE

La construction d'un savoir pratique et d'un savoir savant sur l'élection – Sociogenèse de la professionnalisation politique – Financement de la vie politique – Politiques de probité publique – Sociologie des élites délinquantes

ENSEIGNEMENTS

L2 Initiation à la sociologie

L3 Financement et corruption de la vie politique

M1 Démocratie et représentation

Master 2 Évaluation des politiques publiques

Formes et pratiques du travail parlementaire

Fronts et frontières du politique

Outils et concepts éthiques

TITRES UNIVERSITAIRES

- HDR, Université Jules Verne, Amiens, 2014 (La réforme du financement de la vie politique française. Analyse d'une codification, de ses usages et de ses effets)

- Doctorat de science politique, Université Paris X Nanterre, 1996 (Le baron de Mackau en politique. Contribution à une étude de la professionnalisation politique)

- DEA de politique comparée, Université Paris X Nanterre, 1991

- Diplôme de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, 1989

PUBLICATIONS RÉCENTES

- *Political Corruption in a World in Transition*, [avec Jonathan Mendilow], Wilmington (N. C.), Vernon Press, 2019

- *L'Argent de la politique*, Paris, Presses de Science Po, 2018

- *Handbook of Political Party Funding*, [avec Jonathan Mendilow], Aldershot, Edward Elgar, 2018

- *Le financement de la vie politique*, [avec Abel François], A. Colin, 2015

ELECTIONS 2020

Renouvellement partiel
du Conseil d'administration



Candidature de ANTOINE VAUCHEZ

Antoine Vauchez est directeur de recherche au CNRS, membre du Centre européen de sociologie et science politique (CESSP) et enseignant à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Profession de foi

Je présente pour la première fois ma candidature au Conseil d'administration de l'AFSP. Dans le contexte d'incertitude pour la recherche publique et l'université, il me semble que l'AFSP est plus que jamais appelée à jouer un rôle fédérateur pour la discipline, et je souhaite apporter à mon tour ma contribution au travail collégial qui s'y déroule. Dans le sillage de mon expérience à la section 40 du CNRS (depuis 2017) mais aussi à la commission SHS du FNRS belge (2017-2019), je pense que l'AFSP constitue un lieu clé de réflexion sur les conditions pratiques d'exercice de nos métiers (notamment au regard des inégalités de moyens, de statut, de genre, etc.), mais aussi un instrument pour faire concrètement exister la communauté de chercheuses et de chercheurs politistes. Je conçois ainsi l'AFSP comme un vecteur important de vitalité de la discipline, et notamment comme un moyen précieux de décloisonner les sous-disciplines et spécialisations, faire discuter les différents paradigmes et méthodologies, soutenir les échanges avec les disciplines voisines (histoire, sociologie, droit), ou encore renforcer la présence publique de la science politique dans le débat contemporain sur la crise de nos démocraties (en réfléchissant collectivement aux conditions dans lesquelles les sciences sociales peuvent irriguer davantage le débat public). J'ajoute enfin qu'il me tient particulièrement à cœur de participer à promouvoir le rayonnement européen et international de la science politique française, et plus particulièrement des jeunes chercheuses et chercheurs, tout en réfléchissant aux formes plurielles et vecteurs différenciés que cette internationalisation doit revêtir.



Curriculum Vitæ

J'ai été recruté au CNRS comme CR2 en 2001 après un doctorat réalisé à l'Institut universitaire européen de Florence consacré à l'opération Mains Propres en Italie et, plus généralement, aux transformations du rapport au politique des magistrats. De 2001 à 2007, j'ai été membre du CURAPP, un laboratoire de petite taille fonctionnant de manière très collégiale et dont j'ai accompagné – comme membre du conseil de laboratoire et membre du conseil de l'ED SHS – l'ouverture progressive à l'ensemble des chercheurs et enseignants-chercheurs des SHS liés à l'Université de Picardie. Au fil de ces années curappiennes, j'ai pris part avec d'autres au réinvestissement par la science politique d'objets qu'elle avait longtemps délaissés (justice, professions du droit). Après un détachement de deux années comme chercheur Marie Curie à l'Institut Universitaire Européen de Florence et une habilitation à diriger des recherches soutenue à l'Université Paris 1 sur la formation d'un centre de pouvoir européen par le droit, j'ai été élu directeur de recherche en 2010. Dans le prolongement de ces travaux, j'ai rejoint les comités de rédaction de *Critique internationale* et de *Politique européenne*.

Depuis 2011, je suis membre du Centre européen de sociologie et science politique (CESSP) et j'enseigne à l'Université Paris 1 où j'ai participé au montage et à la coordination d'un nouveau parcours « Affaires publiques européennes » (Université Paris 1). Mes principaux thèmes de recherche portent aujourd'hui sur la sociologie politique de la démocratie européenne (*Démocratiser l'Europe*, Seuil, 2014), le rôle des « pouvoirs indépendants » (cours, agences, banques centrale : *L'Union par le droit*, Presses de Sciences Po, 2014) et l'analyse des brouillages public-privé aux sommets de l'Etat (*Sphère publique, intérêts privés*, Presses de Sciences Po, 2017). Enfin, ces dernières années, j'ai participé à de très nombreux comités de recrutement et d'évaluation, notamment dans le cadre d'un mandat triennal à la commission SHS du FNRS belge (2017-2020) et comme membre élu de la section 40 « Politique, pouvoir, organisation » du CNRS (depuis 2016).